

## Déclaration de la FSU-SNUipp 47 – CAPD du 12/06/2024

Entre deux c'est l'état de l'école dans le département.

Figé devant l'immensité d'une tâche à mener sans les moyens pour y parvenir. Figé devant des choix qui s'imposent à la profession.

Comme celui d'un collègue qui remplace une classe à l'année, à qui l'on dit d'aller remplacer en urgences ailleurs, laissant sa classe... sans remplaçant.

Entre deux choix cornéliens.

Entre l'amour de ce métier et celui qui nous fait songer à le quitter quand on ne le reconnaît plus, ne s'y reconnaît plus.

Entre l'espoir d'un avancement accéléré et la réception d'un avis qui ne correspond pas aux propos échangés.

Entre deux injonctions contradictoires.

Entre le marteau de l'Institution et l'enclume de la réalité.

Pris dans l'étau, on nous sert des taux, des chiffres qui ne mettent en valeur que ce qu'on leur fait dire pris eux même dans un entre deux, entre des données quantifiables et la réalité sociale.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, en cette fin d'année civile, les conditions de travail des enseignant.es sont comme les néons de cette salle : dégradées et non remplacées.

Le système est grippé alors que nous ne sommes pas encore dans les pics d'épidémie.

En fait, dégradés n'est pas le bon qualificatif. Où est l'Institution quand un collègue nous témoigne : « le dialogue avec cette famille est rompue » ? Où sommes-nous quand un agent de la fonction publique qu'il soit aesh, enseignant ou directeur reçoit des menaces verbales, faisant craindre au dérapage physique ? Où sommes-nous quand des gendarmes viennent à la sortie de l'école pour sécuriser la sortie des enfants ?

En fait, les conditions de travail ne sont pas seulement dégradées, elles sont réduites à néant. L'Institution est plus que jamais attaquée, quelle est sa réponse ?

Hier avait lieu la première journée départementale sur l'inclusion. Un moment d'échanges, de rencontre qui nous fait réaliser toujours plus que notre école, notre département manque de moyens. Nous ne voyons pas comment les PAS pourront se mettre en place quand on voit l'état dans lequel se trouve le secteur médico-social dans le département. Nous ne comprenons pas comment avec l'annonce de 4000 suppressions de postes dont 2400 pour le seul premier degré, la prise en charge de ces enfants notifiés - qui représentent 1 élève pour 20 dans le département - pourra se mettre en place sans une nouvelle fois voir nos conditions de travail se dégrader, réduite comme peau de chagrin.

Pour les carrières des collègues comme pour la prochaine carte scolaire, la FSU-SNUipp 47 portera la défense d'une école à laquelle on donne des moyens à hauteur de ses ambitions.